Rapport annuel 2005-2006

Société du Parc Industriel et Portuaire de Bécancour

Québec

Monsieur Raymond Bachand
Ministre du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation

Monsieur le Ministre,

Conformément aux dispositions de la *Loi sur la Société du parc industriel et portuaire de Bécancour*, nous avons l'honneur de vous présenter le rapport annuel de ladite Société pour l'exercice financier terminé le 31 mars 2006.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de notre haute considération.

Le président du conseil d'administration,

Henri Boudreau

Table des matières

Profil de la Société 4
Message du président du conseil d'administration 5
Conseil d'administration 6
Message du président-directeur général 7
Équipe de direction 7
États financiers 8
Code d'éthique et de déontologie des administrateurs 19
Adjudication des contrats 19

Profil de la Société

mission La Société du parc industriel et portuaire de Bécancour a pour mission de favoriser le développement économique du Québec en développant et en exploitant, dans un objectif d'autofinancement, un parc industriel et portuaire.

profil La Société du parc industriel et portuaire de Bécancour est mandataire du gouvernement du Québec et le ministre du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation est responsable de l'application de sa loi constitutive.

Le Parc industriel et portuaire de Bécancour est situé en bordure du fleuve Saint-Laurent, à mi-chemin entre les villes de Montréal et de Québec. Il s'étend sur un territoire de plus de 6 900 hectares de terrain, dont environ 2 181 des 3 228 hectares réservés à l'implantation d'entreprises industrielles et commerciales sont encore disponibles.

La Société a pour objet de promouvoir l'établissement de nouvelles entreprises et de fournir les infrastructures nécessaires à l'implantation et l'exploitation d'entreprises de grande envergure.

Président du conseil d'administration

C'est avec grand plaisir que nous vous présentons le rapport annuel de la Société du parc industriel et portuaire de Bécancour pour l'exercice financier 2005-2006.

L'adoption en avril 2006 du nouveau plan quinquennal de développement pour les années 2005 à 2010 a donné lieu à une modification de l'approche de la Société dans la recherche de nouvelles opportunités d'affaires. Bien que le développement industriel requiert toujours une certaine flexibilité, cette première année de mise en œuvre du nouveau plan de développement nous a démontré l'importance d'être constamment à l'affût de ce qui se passe dans le monde afin de cibler rapidement les créneaux les plus prometteurs de réussite. Nous continuerons d'être proactif dans la recherche de nouveaux investisseurs et nous croyons que cette nouvelle approche favorisera l'implantation de nouvelles entreprises à moyen terme.

Parallèlement, c'est avec grande satisfaction que nous avons pris connaissance des recommandations du groupe de travail sur l'examen des organismes du gouvernement 2005-2006. À l'appui de leur recommandation, le groupe de travail a spécifié concernant la Société que « le gouvernement a atteint ses objectifs historiques et bénéficie des effets induits sur la masse salariale générée par les entreprises ». La position du gouvernement de retenir la recommandation du groupe de travail et de maintenir la Société est un encouragement à redoubler d'effort dans le développement et la mise en valeur du territoire.

Finalement, nous remercions madame Nathalie Rivard et monsieur Alain Ferland dont les mandats au sein du conseil d'administration ont pris fin au cours de l'exercice et nous soulignons l'arrivée de madame Judith Tourigny et de monsieur Luc Alarie. Les interventions de toutes ces personnes sont essentielles à la bonne marche et au développement de notre organisme.

Le président du conseil d'administration,

Henri Boudreau

HENRI BOUDREAU

JEAN ROUSSEAU

LUC ALARIE

PIERRE GAGNON

JEAN MARCHAND

JEAN POLIQUIN

JUDITH TOURIGNY

CHRISTIANE GOULET

Président-directeur général

Les résultats de l'année 2005-2006 sont remarquables. En fait, nous avons réalisé un excédent des revenus sur les dépenses de 90 378 $ et avons dépassé nos objectifs financiers.

Depuis 1998-1999, la Société dispose des liquidités suffisantes à la réalisation de ses objectifs d'investissement mais elle n'avait pas encore réussi à réaliser un tel excédent des revenus sur les dépenses. Les résultats financiers ont dépassé d'environ 1,2 M$ ceux de l'année précédente et d'environ 900 000 $ les prévisions budgétaires. La vente de terrains et de servitudes reliée à l'implantation de TransCanada Energy, la reprise des activités à l'Aluminerie de Bécancour de même que le transbordement via les installations portuaires de marchandises non prévues initialement ont contribué en grande partie aux résultats exceptionnels de l'année.

Au cours des derniers mois, TransCanada Energy a poursuivi la construction de son usine dans le parc industriel et portuaire de Bécancour et ses activités de production débuteront en septembre 2006. À pleine capacité, elle produira 550 mégawatts d'électricité et fournira de la vapeur à Norsk Hydro et à PCI Chimie, ce qui permettra à ces deux entreprises de diminuer leurs coûts et leurs émissions de gaz à effet de serre. L'arrivée de cette usine a également entraîné la construction par Gaz Métro d'un pipeline de 15 kilomètres de longueur et permis de relier le parc de Bécancour à cet important réseau de distribution.

L'implantation de cette usine a eu un effet significatif sur les activités de la Société : prolongement du réseau d'eau industrielle et construction d'une conduite d'eaux usées.
De plus, la Société a suivi son plan annuel d'entretien et a amélioré le système de surveillance par caméra dans la zone portuaire, poursuivi le dragage de la zone sud-est de la darse, resurfacé une grande partie du boulevard Alphonse-Deshaies et de la jetée et construit, en collaboration avec la Ville de Bécancour, un nouveau réservoir d'eau potable.

Du côté administratif, le dossier de l'équité salariale a été complété et la convention collective a été négociée. De plus, afin d'assurer la mise en place des nouvelles mesures de sécurité imposées par l'Organisation maritime internationale, nous avons créé un poste de coordonnateur aux activités portuaires et à la sécurité dont un des mandats consiste à assurer la fonction d'agent de sûreté, et ce, tel que requis par Transport Canada.

L'année qui vient de se terminer a exigé beaucoup d'efforts et de souplesse de la part des différentes personnes impliquées et je profite de l'occasion pour dire merci à nos partenaires d'affaires pour leur confiance, aux membres du conseil d'administration pour leur appui ainsi qu'aux employés pour leur dévouement.

Le président-directeur général,

Me Guy LeBlanc

Équipe de direction

MAÎTRE GUY LEBLANC
Président-directeur général

La **direction générale** est responsable de la gestion et du développement à long terme de la Société. Elle détermine les grands axes de développement et s'assure de la mise en œuvre du plan stratégique. Elle contrôle les activités reliées à la gestion.

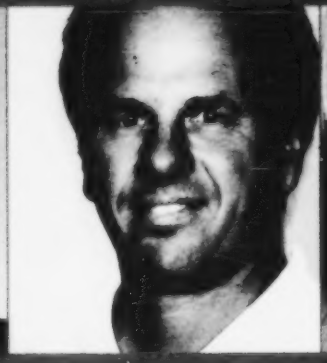
SERGE GIRARD, *ing.*
Vice-président

La **vice-présidence** est responsable de la planification, de la gestion, de la construction et de la rénovation des immobilisations ainsi que des services s'y rattachant. Ces responsabilités sont très étendues et on y retrouve la construction, l'entretien et l'opération des installations portuaires, du réseau et de l'usine d'eau industrielle, du réseau d'aqueduc et d'égout, du réseau routier ainsi que des bâtiments. Elle est également responsable de l'aspect technique relié à l'implantation des nouvelles entreprises et de la problématique environnementale.

DANIELLE HÉBERT, *CA*
Directrice des finances

La **direction des finances** est responsable des ressources financières, des affaires juridiques, du contrôle interne ainsi que des systèmes de gestion de l'information et de la bureautique. Elle assume certaines responsabilités reliées aux ressources humaines, aux communications, au développement et à l'administration de la Société.

SERGE MASSON
Superviseur à l'entretien



Le **service de l'entretien** est responsable de l'équipe affectée aux travaux de construction, d'entretien et d'opérations des immobilisations de la Société.

MANON BLAIS
Coordonnatrice aux activités portuaires et à la sécurité

La **coordonnatrice aux activités portuaires et à la sécurité** est responsable de la mise en œuvre du plan de sûreté, de l'attribution des postes à quai et des aires d'entreposage.

Rapport de la direction

Les états financiers de la Société du parc industriel et portuaire de Bécancour ont été dressés par la direction, qui est responsable de leur préparation et de leur présentation, y compris les estimations et les jugements importants. Cette responsabilité comprend le choix de conventions comptables appropriées et qui respectent les principes comptables généralement reconnus du Canada. Les renseignements financiers contenus dans le reste du rapport annuel d'activité concordent avec l'information donnée dans les états financiers.

Pour s'acquitter de ses responsabilités, la direction maintient un système de contrôles comptables internes, conçu en vue de fournir l'assurance raisonnable que les biens sont protégés et que les opérations sont comptabilisées correctement et en temps voulu, qu'elles sont dûment approuvées et qu'elles permettent de produire des états financiers fiables.

La Société reconnaît qu'elle est responsable de gérer ses affaires conformément aux lois et règlements qui la régissent.

Le conseil d'administration doit surveiller la façon dont la direction s'acquitte des responsabilités qui lui incombent en matière d'information financière et il approuve les états financiers.

Le Vérificateur général du Québec a procédé à la vérification des états financiers de la Société, conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada, et son rapport du vérificateur présente la nature et l'étendue de cette vérification de même que son opinion. Le Vérificateur général peut, sans aucune restriction, rencontrer le conseil d'administration pour discuter de tout élément qui concerne sa vérification.

La directrice des finances,

Danielle Hébert, CA

Le président-directeur général,

Me Guy Lafleur

Bécancour, le 9 mai 2006

Rapport du vérificateur

À l'Assemblée nationale

J'ai vérifié le bilan de la Société du parc industriel et portuaire de Bécancour au 31 mars 2006 et l'état des résultats et avoir ainsi que des flux de trésorerie de l'exercice terminé à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction de la Société. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À mon avis, ces états financiers donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière de la Société au 31 mars 2006, ainsi que des résultats de son exploitation et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus du Canada. Conformément aux exigences de la *Loi sur le vérificateur général* (L.R.Q., chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis, ces principes ont été appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

Le vérificateur général du Québec,

Renaud Lachance, CA

Québec, le 9 mai 2006

Résultats et avoir

	2006	2005
PRODUITS	6 319 861 $	4 774 711 $
CHARGES		
Charges d'exploitation par catégorie		
Traitements et avantages sociaux	1 056 059	800 246
Fournitures et approvisionnements	740 439	703 406
Entretien et réparations	663 495	637 474
Services professionnels, administratifs et autres	237 063	251 172
Taxes municipales et scolaires	182 942	180 943
Gardiennage	174 723	154 903
Déplacements et communications	60 264	54 011
Publicité et promotion	40 075	46 581
Autres charges	10 000	7 500
	3 165 060	2 836 236
Amortissement des immobilisations corporelles	2 055 736	2 012 780
	5 220 796	4 849 016
Autres charges		
Frais financiers	961 266	1 013 307
Participation aux réseaux d'eau potable et d'égout de la Ville de Bécancour	47 421	47 103
	6 229 483	5 909 426
BÉNÉFICE NET (PERTE NETTE)	90 378	(1 134 715)
AVOIR AU DÉBUT	13 686 636	14 821 351
AVOIR À LA FIN	13 777 014 $	13 686 636 $

Bilan au 31 décembre

	2006	2005
ACTIF		
À court terme		
Encaisse	984 498 $	709 566 $
Dépôt à terme, au coût	-	500 000
Débiteurs	1 862 951	829 428
Stock de pièces de rechange	201 810	204 173
Frais payés d'avance	105 609	102 443
	3 154 868	2 345 610
Frais d'émission et de gestion reportés - coût amorti	80 233	51 100
Inventaire de terrains	5 478 211	5 437 565
Immobilisations corporelles	26 104 368	26 170 734
	34 817 680 $	34 005 009 $
PASSIF		
À court terme		
Créditeurs et frais courus	385 212 $	312 480 $
Intérêts courus sur la dette à long terme	425 306	467 332
Retenues sur contrats	60 248	15 615
Produits reportés	166 636	205 681
	1 037 402	1 001 108
Provision pour congés de maladie	131 708	84 268
Aide gouvernementale reportée - coût amorti	1 871 556	1 232 997
Dette à long terme	18 000 000	18 000 000
	21 040 666	20 318 373
AVOIR	13 777 014	13 686 636
	34 817 680 $	34 005 009 $

ENGAGEMENTS

POUR LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

Henri Boudreau

Flux de trésorerie DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 2006

	2006	2005
ACTIVITÉS D'EXPLOITATION		
Bénéfice net (perte nette)	90 378 $	(1 134 715) $
Ajustements pour :		
Amortissement de l'aide gouvernementale	(76 106)	(77 500)
Amortissement des immobilisations corporelles	2 055 736	2 012 780
Amortissement des frais d'émission et de gestion	14 867	17 363
Gain à la vente de terrains	(32 428)	-
(Gain) Perte à l'aliénation d'immobilisations corporelles	24 573	(147 545)
	2 077 020	670 383
Acquisition de terrains	(48 307)	-
Produit de la vente de terrains	40 089	-
Variation des éléments d'actif et de passif liés à l'exploitation (note 12)	(995 225)	(475 307)
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	1 073 577	195 076
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT		
Acquisition d'immobilisations corporelles	(1 969 396)	(935 856)
Produit d'aliénation d'immobilisations corporelles	86	147 545
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	(1 969 310)	(788 311)
ACTIVITÉS DE FINANCEMENT		
Aide gouvernementale	714 665	358 211
Frais d'émission et de gestion	(44 000)	-
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	670 665	358 211
DIMINUTION DE LA TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE	(225 068)	(235 024)
TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE AU DÉBUT	1 209 566	1 444 590
TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE À LA FIN (note 12)	984 498 $	1 209 566 $

Les notes complémentaires font partie intégrantes des états financiers

Notes complémentaires 31 MARS 2001

1 CONSTITUTION ET MISSION

La Société du parc industriel et portuaire de Bécancour, personne morale au sens du Code civil, a été constituée par une loi spéciale (L.R.Q. chapitre S-16.001). Elle a pour mission de favoriser le développement économique du Québec en développant et en exploitant, dans un objectif d'autofinancement, un parc industriel et portuaire dans une partie du territoire de la Ville de Bécancour. En vertu des Lois sur l'impôt fédéral et provincial, la Société n'est pas assujettie aux impôts sur le revenu.

2 CONVENTIONS COMPTABLES

La préparation des états financiers de la Société par la direction, conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada, exige que celle-ci ait recours à des estimations et à des hypothèses. Ces dernières ont une incidence à l'égard de la comptabilisation des actifs et passifs, de la présentation des actifs et passifs éventuels à la date des états financiers ainsi que de la comptabilisation des produits et des charges au cours de la période visée par les états financiers. Les résultats réels peuvent différer des meilleures prévisions faites par la direction.

Constatation des produits Les produits tirés des services portuaires et du service d'eau industrielle sont comptabilisés lorsqu'ils ont été rendus. La Société constate les loyers de base selon la méthode linéaire sur la durée des contrats de location. Les produits tirés des servitudes sont constatés lors de l'octroi des servitudes.

Trésorerie et équivalents de trésorerie La politique de l'entité consiste à présenter dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie, les soldes bancaires et les placements temporaires facilement convertibles à court terme, en un montant connu de trésorerie dont la valeur ne risque pas de changer de façon significative.

Frais d'émission et de gestion reportés Les frais d'émission de la dette à long terme sont comptabilisés au coût et sont amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée de la dette correspondante.

Stock de pièces de rechange Le stock de pièces de rechange est évalué à la moindre valeur (coût ou valeur de remplacement). Le coût est établi selon la méthode de l'épuisement successif.

Inventaire de terrains Les terrains en inventaire sont comptabilisés à la moindre valeur (coût ou valeur de réalisation nette). Les taxes municipales et scolaires ainsi que les intérêts relatifs à l'achat de ces terrains sont imputés aux opérations.

Immobilisations corporelles Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût. Elles sont amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire, aux taux suivants :

Bâtisses, aires d'entreposage et de stationnement	2 1/2 % à 5 %	**Usine et réseau de distribution d'eau industrielle**	2 1/2 % et 5 %
Installations portuaires	2 1/2 % à 20 %	**Routes et rues**	4 % et 5 %
Véhicules	20 %	**Réseau ferroviaire**	2 1/2 %
Équipement	6 2/3 % à 10 %	**Mobilier et équipement de bureau**	10 % et 20 %
Réseaux d'eau potable et d'égout	3 1/3 % à 5 %		

La Société examine régulièrement la valeur comptable de ses immobilisations corporelles en comparant la valeur comptable de celles-ci avec les flux de trésorerie futurs non actualisés qui devraient être générés par l'actif. Tout excédent de la valeur comptable sur la juste valeur est imputé aux résultats de la période au cours de laquelle la dépréciation a été déterminée.

Aide gouvernementale reportée Les subventions pour l'acquisition d'immobilisations corporelles sont comptabilisées comme aide gouvernementale reportée et sont virées aux résultats selon la même méthode et les mêmes taux d'amortissement que les immobilisations corporelles subventionnées.

Régime de retraite La comptabilité des régimes à cotisations déterminées est appliquée au régime interentreprise à prestations déterminées gouvernemental compte tenu que la Société ne dispose pas de suffisamment d'informations pour appliquer la comptabilité des régimes à prestations déterminées.

3 PRODUITS

	2006	2005
Produits d'exploitation :		
Services portuaires	2 958 101 $	1 955 372 $
Service d'eau industrielle	1 193 946	1 131 519
Remboursements par la Ville de Bécancour de certains frais d'entretien	850 000	850 000
Location d'immeubles	608 020	567 067
Intérêts sur encaisse et dépôts à terme	36 193	29 757
Gain (perte) à l'aliénation d'immobilisations corporelles	(24 573)	147 545
Amortissement de l'aide gouvernementale	76 106	77 500
Autres produits	45 440	15 951
	5 743 233	4 774 711
Produits reliés à l'inventaire des terrains :		
Produit de la vente de terrains	40 089	-
Coût des terrains vendus	7 661	-
	32 428	-
Services publics reliés à la vente de terrains	51 790	-
Servitudes d'utilisation de terrains	492 410	-
	576 628	-
	6 319 861 $	4 774 711 $

4 CHARGES D'EXPLOITATION PAR SECTEUR D'ACTIVITÉS, AVANT AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES

	2006	2005
Administration générale	1 190 692 $	897 225 $
Usine et réseau de distribution d'eau industrielle	811 525	752 773
Immeubles	338 166	375 060
Installations portuaires	309 807	348 928
Réseaux de transport	269 417	267 408
Véhicules et équipement	169 677	126 463
Réseaux d'eau potable et d'égout	75 776	68 379
	3 165 060 $	2 836 236 $

5 FRAIS FINANCIERS

	2006	2005
Intérêts sur la dette à long terme	946 293 $	993 048 $
Amortissement des frais d'émission et de gestion	14 867	17 363
Intérêts sur l'emprunt bancaire	106	2 896
	961 266 $	1 013 307 $

6 DÉBITEURS

	2006	2005
Clients	1 022 116 $	416 528 $
Aide gouvernementale	740 887	358 211
Autres	99 948	54 689
	1 862 951 $	829 428 $

7 IMMOBILISATIONS CORPORELLES

	2006			2005
	Coût	Amortissement cumulé	Net	Net
Terrains	28 069 $	- $	28 069 $	28 069 $
Bâtisses, aires d'entreposage et de stationnement	3 482 781	2 276 369	1 206 412	1 305 317
Installations portuaires	39 226 927	22 663 580	16 563 347	17 358 394
Véhicules et équipement	695 613	636 413	59 200	78 122
Réseaux d'eau potable et d'égout	6 890 181	4 692 395	2 197 786	1 038 199
Usine et réseau de distribution d'eau industrielle	12 024 020	8 827 730	3 196 290	3 368 412
Réseaux de transport :				
Routes et rues	9 894 684	8 122 200	1 772 484	1 857 930
Réseau ferroviaire	1 472 564	429 391	1 043 173	1 079 987
Mobilier et équipement de bureau	277 764	240 157	37 607	56 304
	73 992 603 $	47 888 235 $	26 104 368 $	26 170 734 $

8 AIDE GOUVERNEMENTALE REPORTÉE - COÛT AMORTI

	2006	2005
Gouvernement du Québec	889 848 $	921 067 $
Gouvernement du Canada	325 628	311 930
Ville de Bécancour	656 080	-
	1 871 556 $	1 232 997 $

9 EMPRUNT BANCAIRE

La Société dispose d'une marge de crédit bancaire de 1 500 000 $ garantie par le gouvernement du Québec, renouvelable annuellement le 31 octobre. Les montants prélevés portent intérêt au taux préférentiel. Au 31 mars 2006, le taux préférentiel est de 5,5 % (2005 : 4,25 %) et le solde de cet emprunt bancaire est nul.

10 DETTE À LONG TERME

	2006	2005
Billet à terme du Fonds de financement du gouvernement du Québec, taux effectif de 4,951 %, sans modalités de remboursement quant au capital, échu en avril 2005	- $	8 000 000 $
Billet à terme du Fonds de financement du gouvernement du Québec, taux effectif de 3,715 %, sans modalités de remboursement quant au capital, échéant en avril 2008	4 000 000	-
Billet à terme du Fonds de financement du gouvernement du Québec, taux effectif de 6,186 %, sans modalités de remboursement quant au capital, échéant en octobre 2012	10 000 000	10 000 000
Billet à terme du Fonds de financement du gouvernement du Québec, taux effectif de 4,85 %, sans modalités de remboursement quant au capital, échéant en décembre 2015	4 000 000	-
	18 000 000 $	18 000 000 $

11 ENGAGEMENTS

Participation aux réseaux d'eau potable et d'égout de la Ville de Bécancour En vertu d'une entente avec la Ville de Bécancour ratifiée par le gouvernement du Québec le 11 avril 1973, la Société est autorisée à participer jusqu'en l'an 2011 au financement des réseaux d'eau potable et d'égout desservant le parc industriel et une partie de la Ville de Bécancour

À ce titre, la Société s'est engagée à payer annuellement le service de la dette relatif à un règlement d'emprunt de la Ville de Bécancour. Au 31 mars 2006, cet engagement s'élevait à 293 000 $ (2005 : 340 000 $).

12 FLUX DE TRÉSORERIE

Les renseignements supplémentaires sur les flux de trésorerie s'établissent comme suit :

	2006	2005
Variation des éléments d'actif et de passif liés à l'exploitation		
Débiteurs	(1 033 523) $	(465 878) $
Stock de pièces de rechange	2 363	(6 221)
Frais payés d'avance	(3 166)	15 313
Créditeurs et frais courus	72 732	12 769
Intérêts courus sur la dette à long terme	(42 026)	(833)
Produits reportés	(39 045)	(25 600)
Provision pour congés de maladie	47 440	(4 857)
	(995 225) $	(475 307) $
Trésorerie et équivalents de trésorerie		
Encaisse	984 498 $	709 566 $
Dépôt à terme	-	500 000
	984 498 $	1 209 566 $
Information supplémentaire		
Intérêts payés sur la dette à long terme	988 319 $	993 880 $

13 OPÉRATIONS ENTRE APPARENTÉS

En plus des opérations entre apparentés déjà divulguées dans les états financiers qui sont mesurées à la valeur d'échange, la Société est apparentée avec tous les ministères et les fonds spéciaux ainsi qu'avec tous les organismes et entreprises contrôlés directement ou indirectement par le gouvernement du Québec ou soumis, soit à un contrôle conjoint, soit à une influence notable commune de la part du gouvernement du Québec. La Société n'a conclu aucune opération commerciale avec ces apparentés autrement que dans le cours normal de ses activités et aux conditions commerciales habituelles. Ces opérations ne sont pas divulguées distinctement aux états financiers.

14 AVANTAGES SOCIAUX FUTURS

Régime de retraite Les membres du personnel de la Société participent au Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP). Ce régime interentreprise est à prestations déterminées et comporte des garanties à la retraite et au décès.

Les cotisations de la Société imputées aux résultats de l'exercice s'élèvent à 41 433 $ (2005 : 26 700 $). Les obligations de la Société envers ce régime gouvernemental se limitent à ses cotisations à titre d'employeur.

Provision pour congés de maladie	2006	2005
Solde au début	84 268 $	89 125 $
Charge de l'exercice	63 512	20 383
Prestations versées au cours de l'exercice	(16 072)	(25 240)
Solde à la fin	131 708 $	84 268 $

15 INSTRUMENTS FINANCIERS

Juste valeur La juste valeur des instruments financiers à court terme est équivalente à la valeur comptable en raison de leur échéance rapprochée. La juste valeur de la dette à long terme est déterminée au moyen de la valeur actualisée des flux monétaires futurs en vertu des accords de financement actuels, selon des taux d'intérêts offerts sur le marché au gouvernement du Québec pour des emprunts comportant des conditions et des échéances semblables.

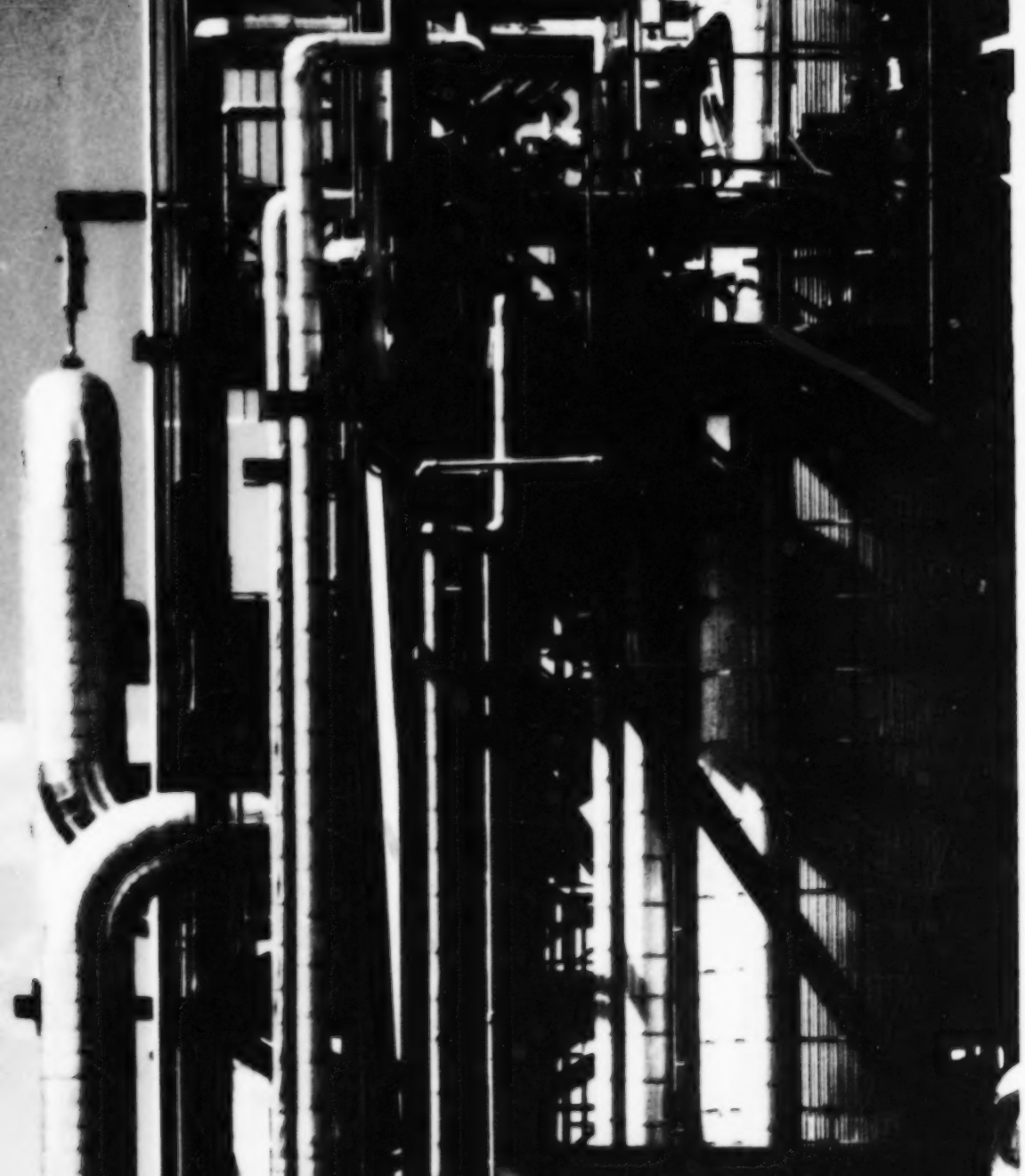
Le tableau qui suit indique la valeur comptable et la juste valeur des instruments financiers à long terme de la Société :

Dette à long terme :	2006	2005
Valeur comptable	18 000 000 $	18 000 000 $
Juste valeur	19 302 108 $	19 510 740 $

Risque de taux d'intérêt La volatilité des taux d'intérêt se répercute sur la juste valeur des actifs et des passifs financiers (risque du marché lié au taux d'intérêt). La dette à long terme porte des taux d'intérêt fixes. Étant donné que la Société prévoit le refinancement complet de ces emprunts à leurs échéances, les risques auxquels est exposée la dette à long terme ne peuvent être estimés par la Société.

16 CHIFFRES COMPARATIFS

Certains chiffres de 2005 ont été reclassés afin de rendre la présentation conforme avec celle adoptée en 2006.



Les administrateurs de la Société sont tenus de respecter les principes d'éthique et les règles de déontologie prévus par la loi.

Une copie du Code d'éthique et de déontologie des administrateurs de la Société du parc industriel et portuaire de Bécancour peut être obtenue en s'adressant à nos bureaux.

L'adjudication par la Société des contrats d'approvisionnement et de services est soumise à une politique formelle. Copie de cette politique peut être obtenue en s'adressant à nos bureaux.

**SOCIÉTÉ DU PARC INDUSTRIEL
ET PORTUAIRE DE BÉCANCOUR**

1000, boulevard Arthur-Sicard
Bécancour (Québec) G9H 2Z8
Tél. : 819 294-6656
Téléc. : 819 294-9020
Courriel : spipb@spipb.com

www.spipb.com

***Société du Parc
Industriel et Portuaire
de Bécancour***

Québec

Dépôt légal – Bibliothèque nationale du Québec, 2006
ISBN-10 2-550-48108-9
ISBN-13 978-2-550-48108-9
ISSN-1183-9902